Motion de MM. Jacques Mino, François Sottas, Mmes Michèle Künzler, Anne-Marie von Arx-Vernon et Sandrine Salerno: «Modification de l'arrêté N° 372 du 19 mai 1998 «Soyons justes aujourd'hui... pas dans 50 ans!» (réfugiés bosniaques)».

(acceptée par le Conseil municipal lors de la
séance du 11 octobre 2000)

MOTION

Considérant:

- qu'une majorité du Conseil municipal proclamait alors qu'«il est contraire à toutes les règles humaines de procéder à des renvois forcés de personnes innocentes qui ont trouvé refuge dans notre pays»;
- que l'arrêté adopté en faveur de 100 requérants d'asile bosniaques a permis à plusieurs d'entre eux soit d'organiser leur départ dans la dignité, soit d'accéder à une autonomie financière et de pouvoir enfin disposer d'un permis stable, selon le récent engagement des autorités fédérales;
- que le fonds de 300 000 francs, augmenté d'un don de 30 000 francs octroyé par les Eglises, a été peu sollicité, vu l'autonomie financière importante des personnes concernées, et qu'il se monte encore aujourd'hui à 292 500 francs, ne prenant plus en charge que deux situations;
- que les menaces de renvoi forcé pèsent aujourd'hui sur d'autres requérants d'asile arrivés chez nous après janvier 1993 en provenance également des Balkans, principalement de la Kosove;
- que bien des familles, dont bon nombre d'enfants sont nés ou ont passé toute leur adolescence chez nous, ont tissé davantage de liens ici et ne retrouveraient ni maison ni travail à court terme dans leur région d'origine;
- que Berne a décidé d'autoriser les 15-20 ans à mener à terme les formations professionnelles ou scolaires entreprises en septembre 1999 ou avant - ce qui ne concernerait à Genève que 10 à 20 jeunes - pour autant qu'ils puissent assurer leur autonomie financière;
- qu'il y a lieu, en conséquence, d'élargir le cercle des personnes bénéficiaire de ce fonds,

le Conseil municipal invite le Conseil administratif à modifier l'article premier de l'arrêté en question comme suit: «Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 300 000 francs destiné à contribuer à la prise en charge des jeunes requérants en formation, ainsi que de tout autre requérant que les autorités du canton de Genève décideraient de protéger pour un temps déterminé.»